

## ESPOIR JAPONAIS

Nous avons passé, vendredi 30 octobre à Tokyo, une bonne soirée avec cinq survivants du Parti socialiste japonais. Il y a peu, ce parti dirigeait le gouvernement (Murayama 1994-96) et il n'est plus aujourd'hui qu'un partenaire minoritaire de la coalition menée par le Premier ministre Hatoyama, qui comprend 308 députés du Parti Démocrate, 7 sociaux-démocrates (la nouvelle appellation du PSJ), et 3 élus d'un obscur Parti du peuple. L'existence d'une coalition est justifiée par le fait que le Parti Démocrate n'a pas, à lui seul, la majorité au Sénat, mais il espère la conquérir aux prochaines élections à la Chambre haute en juillet 2010.

Pourquoi cet effondrement du plus grand parti de la gauche japonaise en si peu de temps ? Pour trois raisons essentiellement. La première est la rupture du cordon ombilical avec les syndicats. La grande centrale de gauche, Sohyo, a été victime de la crise des industries traditionnelles à partir de 1973 (industrie lourde mais aussi automobile et électronique), et une autre centrale, Rengo, moins « politique », plus corporatiste, plus tertiaire a pris le dessus et a fortement soutenu la genèse du Parti Démocrate, un curieux mélange d'ambitieux du Parti libéral démocrate (PLD), le parti conservateur qui a dirigé le Japon depuis la défaite (sauf à de rares moments) et de déçus du Parti socialiste. Celui-ci, parti travailliste à la britannique, a ainsi perdu son ancrage dans le monde du travail.

La deuxième raison a été le changement du mode de scrutin, voté à l'initiative de la droite au milieu des années 1990. Le scrutin de liste par grande circonscription régionale a été remplacé par une combinaison de vote uninominal à un tour pour 300 députés et d'un vote proportionnel sur liste régionale pour le complément de 180 députés. Ce système a donné une prime énorme à la droite qui ne présentait en général qu'un seul candidat dans chaque circonscription, et désavantagé la gauche qui avait pour tradition (à la française !) de multiplier les candidats.

Ô surprise ! C'est la réforme que mijote le Président français pour les élections régionales et départementales qui seraient réunies pour la première fois en 2014. Le débat actuel porte sur la fusion des conseillers départementaux et régionaux, mais ce n'est pas l'essentiel. Le plus important, c'est le changement de mode de scrutin qui va coaguler la droite et affaiblir la gauche. Une dispersion des candidatures de gauche serait parfaitement meurtrière et entraînerait la perte de nombre de régions et de départements. Il faut empêcher qu'une minorité unie l'emporte sur une majorité de gauche désunie.

Reste à trouver la troisième raison : pourquoi le Parti Démocrate a-t-il dépassé le Parti socialiste en quelques années et est devenu la

principale force d'opposition au PLD avant de l'emporter sur lui en août dernier ? La base sociale du PSJ s'est rétrécie, centrée comme elle était sur les fonctionnaires (nettement moins nombreux qu'en France) et les agents des services publics (les chemins de fer ont été privatisés, comme la production d'électricité). Les salariés « garantis » du privé, ceux qui ont l'emploi à vie, soutiennent plutôt le Parti Démocrate. Le vote des salariés « non garantis » (la majorité des salariés japonais du secteur privé qui souffrent particulièrement de la crise) est plus mystérieux, mais il est peu probable qu'ils aient voté (quand ils votent) pour les socialistes qui ont peu à peu écarté toute analyse en termes de classes sociales. Les travailleurs « indépendants », très nombreux au Japon, ont basculé d'un bloc du parti conservateur vers le parti démocrate.

Malgré ce contexte plus que morose, nous avons débattu longuement de la renaissance de la gauche au Japon et il était touchant d'être questionné sur les efforts de Delanoë à Paris et de Martine Aubry en France. En notre for intérieur, nous nous disions que les partis socialistes sont mortels.

L'habileté de M. Hatoyama a été de convaincre les électeurs japonais qu'il incarne le progrès par rapport à un système usé jusqu'à la corde, celui du « triangle de fer » qui a dominé le Japon depuis la défaite de 1945. Le PLD est un côté du triangle et, selon l'ancien Premier ministre Nakasone, ayant perdu ses idées et ses valeurs, il méritait d'être battu.

Deuxième côté du triangle, la bureaucratie a organisé la haute croissance japonaise (1945-1975) mais n'a pas su éviter ensuite ni la décennie de croissance perdue des années 1990, ni la violence de la crise de 2007. Hatoyama veut lui retirer son pouvoir budgétaire : ce sont les ministres, les secrétaires d'État, les vice-ministres parlementaires qui vont préparer le budget 2010, en éliminant tous les investissements inutiles (autoroutes rurales). Il veut même supprimer la « pantoufle » qu'au Japon l'on appelle « descente du ciel » : plus question d'aller exercer des fonctions lucratives dans les sociétés auxquelles on a longtemps procuré de juteux marchés, ou dans une économie mixte quelque peu parasitaire. Les hauts fonctionnaires diplômés de l'université de Tokyo s'inquiètent pour leur avenir et font profil bas. Un ancien des Finances, devenu maire d'une jolie petite ville, nous a cependant fait remarquer qu'il était difficile de construire un budget sans le Ministère des Finances !

Le troisième côté est celui des « milieux d'affaires », des grandes entreprises qui sont actuellement d'une discrétion extrême. Le chef d'une PME très performante nous a dit son espoir de voir le nouveau gouvernement faire quelque chose parce que les grandes entreprises, qui se portent plutôt bien, imposent aux PME sous-traitantes des baisses de prix meurtrières.

Ce chef d'entreprise tonique a évoqué le discours sur la « fraternité » de Hatoyama de façon positive. C'est seulement à ce moment que nous avons compris le bouleversement provoqué par ce terme emprunté à la

devise de la France (que le gouvernement actuel remplace par son contraire, l' « identité »). Il ne s'agit rien moins que de substituer à la hiérarchie, concept vertical, la fraternité, concept horizontal.

La société japonaise s'est construite selon un principe vertical, hérité du confucianisme : les enfants sont sous l'autorité du père, les employés sous celle du patron, les administrés sous celle du bureaucrate, le jeune sous celle de l'ancien. Avec les progrès de l'éducation, du niveau de vie, des technologies et des médias, ce principe vertical s'est oxydé. Et notre ami chef d'entreprise nous a expliqué qu'il ne fixait plus les salaires à l'ancienneté comme autrefois : les jeunes diplômés d'universités prestigieuses qu'il embauche le sont à des salaires relativement élevés.

Le mot « fraternité » véhicule aussi l'idée que tout ne se mesure pas à l'aune de l'argent, qu'il existe d'autres valeurs humanistes.

En résumé, Hatoyama semble avoir touché une fibre sensible dans le cœur ou le corps électoral japonais. Espérons que les épreuves du pouvoir, et notamment la construction du fameux budget 2010, ne ranimeront pas les vieux clivages entre ceux qui savent et ceux qui obéissent, entre ceux qui dominent et ceux qui subissent, entre ceux qui possèdent et ceux qui survivent.

L'essentiel est que « l'espoir » est redevenu un mot commun dans ce Japon que l'on disait saturé, isolé, distancé. Et c'est une belle leçon pour nous, Français, que la situation politique laisse souvent désabusés, qu'il s'agisse des empiètements de la droite sur les libertés ou des attermoissements de la gauche sur ses priorités.

Je viens de taper « La Fraternelle » sur Google et une des 160 références m'a beaucoup plu. « Les rencontres paradoxales de La Fraternelle », organisées par la Maison des Métallos de Paris, accueillait le 20 octobre un débat avec Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan et président honoraire de « Solidarités nouvelles face au chômage » sur le thème : « Des citoyens solidaires pour une démocratie plus solidaire : quelles valeurs et quelles techniques ? »

Dans la crise morale, économique, sociale et écologique que traversent les sociétés dites développées, il faut faire le pèlerinage aux sources et revenir aux principes fondateurs de « Liberté, égalité et fraternité ». Peut-être le Japon a-t-il, de façon surprenante, pris sur nous un temps d'avance !

Christian Sautter